

ARRÊTÉ 2026-DCAT-BEPE- 136

du 09 AVR 2026

**imposant à la société Cyclamen SAS, des prescriptions complémentaires relatives aux valeurs limite
d'émission en poussières pour ses activités exploitées RD662 Lieu-dit Bannstein à Eguelshardt
(57230)**

Le préfet de la Moselle,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement et notamment les dispositions de l'article L512-7-5 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 portant nomination de M. Jérôme Seguy, secrétaire-général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature en faveur de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2022-DLP/BUPE-10 du 12 janvier 2022 autorisant à exploiter sur le territoire de la commune de Éguelshardt une installation de tri de métaux ;
- Vu** la déclaration (récépissé n°A-9-J35BJ7SB7) d'une installation de tri de métaux pour une superficie de 999 m² déposé le 27 septembre 2019 ;
- Vu** la demande d'enregistrement de l'extension d'une installation de tri de métaux pour une superficie totale de 4 570 m² déposée le 4 septembre 2020, et complété par les courriers de la société Cyclamen des 14 décembre et 1^{er} avril 2021 ;

- Vu** le porter à connaissance déposé par l'exploitant le 13 février 2026 et complété le 20 mars 2026 sollicitant des modifications de ses installations, pour répondre à la mise en demeure n°2025-DCAT-BEPE-295 du 28 août 2025 signée après constat en juillet 2025 que les installations n'étaient pas exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans la demande d'enregistrement ;
- Vu** la création d'un unique point de rejet atmosphérique sur le bâtiment, regroupant les émissions des lignes 3, 4 et 5 ;
- Vu** le rapport du 20 mars 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le courrier préfectoral du 25 mars 2026 informant l'exploitant des prescriptions complémentaires envisagées pour l'exploitation de son site sis RD662 Lieu-dit Bannstein à Éguelshardt (57230) et le projet d'arrêté préfectoral correspondant ;
- Vu** les observations formulées par la société Cyclamen sur le projet d'arrêté préfectoral par courriel du 9 avril 2026 ;

Considérant que la société Cyclamen SAS se situe en zone protégée, notamment dans le parc naturel régional des Vosges du nord, en zone Natura 2000 (FR4112006 (ZPS « Forêts, étangs et rochers du pays de Bitche ») et FR4100208 (ZSC « Cours d'eau, tourbières, rochers et forêts des Vosges du Nord et souterrain de Ramstein »), dans des ZNIEFF (410015844 de type I et 410010372 de type II) ;

Considérant que le cours d'eau « Falkensteinerbach » classé en 1^{ère} catégorie piscicole est également classé par l'arrêté préfectoral 2012-DDT/SABE/EAU-N°40 en date du 28 décembre 2012, depuis sa source jusqu'à la limite départementale (commune de Philippsbourg) comme cours d'eau relatif aux frayères et aux zones de croissances ou d'alimentation de la faune piscicole et de crustacés en application de l'article L. 432-3 du code de l'environnement ;

Considérant que ces éléments déterminent un environnement naturel particulièrement sensible autour de la société Cyclamen SAS ;

Considérant l'absence d'encadrement des émissions atmosphériques des activités couvertes par la rubrique 2713 de la nomenclature, par l'arrêté ministériel cité supra ;

Considérant la création d'un point de rejet unique pérenne regroupant les émissions atmosphériques des lignes 3, 4 et 5 exercées au sein du bâtiment de la société Cyclamen SAS ;

Considérant que ce rejet unique est conçu pour fonctionner soit en rejet interne au bâtiment, soit en externe, avec une répartition 50/50 ;

Considérant la nécessité d'encadrer les émissions atmosphériques externes de ce point de rejet unique équipé d'un filtre à manches, par des valeurs limites d'émission en poussières et des conditions de surveillance ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

la société Cyclamen SAS exploitant le site sis RD662 Lieu-dit Bannstein à Eguelshardt (57230) est tenue de respecter les prescriptions de l'article 2.

Article 2 :

Le débouché du point unique de rejet atmosphérique regroupant les émissions des lignes 3, 4 et 5 exploitées à l'intérieur du bâtiment doit avoir une direction verticale et ne pas comporter d'obstacles à diffusion des gaz (chapeaux chinois...).

Le point de rejet doit dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.

Les émissions de ce point de rejet à l'extérieur doivent respecter les valeurs limite suivantes :

Les effluents gazeux ne doivent pas contenir plus de 20 mg/Nm³ de poussières, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo-pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec).

Le flux maximal autorisé est de 26 g/h.

Dans les 3 mois suivant la mise en service du rejet unique du bâtiment, l'exploitant fait procéder à une analyse des émissions atmosphériques, par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement, pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission en poussières.

Ces mesures, réalisées par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement, sont ensuite réalisées au moins une fois chaque année calendaire.

Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection.

Article 3 : information des tiers

1) Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie d'Éguelshardt et pourra y être consultée par toute personne intéressée ;

2) Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans la mairie de la commune susvisée. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de la commune susvisée et adressé à la préfecture.

3) Le présent arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (publications - publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Sarreguemines) pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 4 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement :

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1^o et 2^o.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans les délais susmentionnés.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, le maire d'Éguelshardt, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Cyclamen SAS et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Sarreguemines.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Jérôme Seguy